



## CENTRE-VAL DE LOIRE

# PRÉSENTATION GÉNÉRALE

La région Centre-Val de Loire est constituée de six départements et 1 842 communes dont deux métropoles (Orléans et Tours). D'une superficie de 39 150 km<sup>2</sup> (7% du territoire national), elle s'étend de l'Île-de-France aux contreforts de l'Auvergne. D'une faible densité (66 hab./km<sup>2</sup>), sa population de 2,6 millions représente 4,1% de la population française.

Elle présente un patrimoine historique et culturel de renommée mondiale (Châteaux de la Loire, cathédrales de Bourges et de Chartres inscrites au patrimoine mondial par l'UNESCO...)

Sur un plan économique, le nord de la région bénéficie de la présence d'industries à forte valeur ajoutée, comme les activités liées à la cosmétique et à la pharmacie (Sanofi, Servier, Clarins, Christian Dior, Guerlain...). Le sud est une terre à vocation agricole, dont l'activité économique a été impactée par les restructurations des industries textiles et d'armement.

Sur un plan logistique, la région occupe au niveau national une position stratégique remarquable tant pour le ferroviaire, l'aérien que la route. Quatre centrales nucléaires en font la deuxième région de France pour la production d'électricité d'origine nucléaire.



**9<sup>e</sup> RÉGION ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, 6<sup>e</sup> RÉGION INDUSTRIELLE FRANÇAISE, C'EST UNE RÉGION LEADER AU NIVEAU NATIONAL POUR :**

- la production pharmaceutique ;
- la production de parfums et cosmétiques ;
- l'industrie d'armement.

**C'est également la 1<sup>re</sup> région d'Europe pour la production céréalière.**

**Elle bénéficie avec les châteaux de la Loire d'une forte attractivité touristique.**

Source : DIRECCTE (CVL)

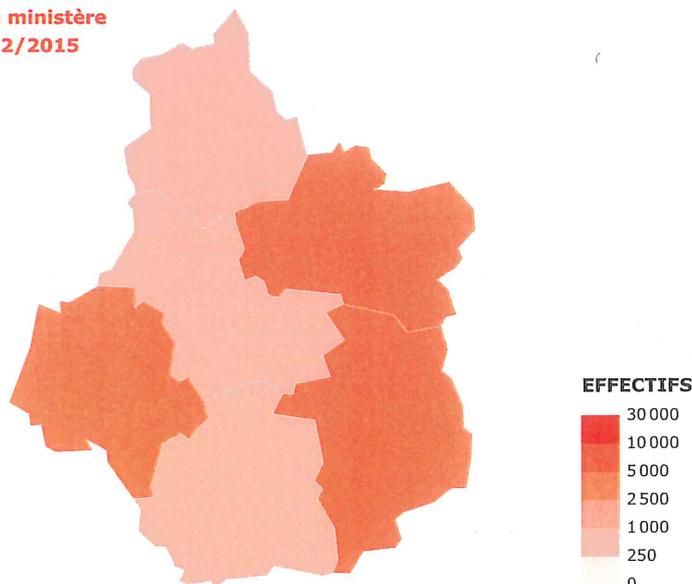


# LA DÉFENSE EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

## ORGANISATION

### Nombre d'agents du ministère des armées au 31/12/2015

Source : OED 2015



CI-DESSOUS

**Cérémonie d'accueil du premier  
A400 M Atlas de l'armée  
de l'Air sur la BA 123 d'Orléans.**

© JJ.Chatard - DICOD

**Char Leclerc équipant le 12<sup>e</sup> RC.**

© 12<sup>e</sup> Régiment de Cuirassiers  
à Olivet (Loiret)

**Unité d'instruction et  
d'intervention de la Sécurité  
civile à Nogent-le-Rotrou  
(Eure-et-Loir).**

© ECPAD



La région compte de nombreuses bases aériennes dont l'activité est inégale. Si l'élément air rattaché (EAR) 279 de Châteaudun et la base aérienne (BA) 705 de Tours voient leur activité aéronautique se réduire, celle d'Orléans reste particulièrement dynamique. Il en est de même pour la BA 702 d'Avord, seconde plus importante base aérienne française après celle d'Istres. Concernant l'armée de terre, le 12<sup>e</sup> régiment de cuirassiers, équipé du char Leclerc, compte 800 militaires particulièrement bien implantés à Olivet.

De nombreuses activités de soutien des armées sont localisées en région Centre-Val de Loire avec entre autres, dans le Loiret, la direction du service national et de la jeunesse et la direction des approvisionnements en produits de santé des armées. Les directions des ressources humaines des armées, récemment installées à Tours, ont permis d'anticiper les réductions d'effectifs induites par le départ programmé en 2021 de l'École de Chasse pour Cognac. Les écoles militaires de Bourges et l'établissement principal des munitions à Avord complètent ce panorama.

Le site d'essai de Bourges est particulièrement sollicité par les industriels de l'armement, très présents dans la région.

Les établissements et unités militaires de la région Centre-Val de Loire sont soutenus par trois bases de Défense (Avord, Tours et Orléans).

## L'ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Le tissu industriel dédié aux activités « Armement » est important. Il s'appuie sur de nombreux maîtres d'œuvres industriels et leurs réseaux de sous-traitants. Parmi les plus significatifs : TDA Armements, Junghans T2M et Thales Air Systems dans le Loiret, Roxel, Nexter Systems et Nexter Munitions, MBDA France (1 500 emplois) à Bourges et Selles Saint-Denis, Daher Aerospace et Thales Avionics dans le Loir-et-Cher ou encore Aerazur à Joué-lès-Tours. Au total, le secteur de la défense représente 9 000 emplois, principalement dans les départements du Cher et du Loiret. La communauté de communes « Bourges plus » a récemment initié des actions de promotion et de valorisation au profit des PME sous-traitantes.

**Champs :** emplois principaux employés par le ministère de la défense. Hors bénéficiaires de contrats aidés ; entreprises disposant d'un numéro SIREN, donc d'une implantation en France.

**Sources :** Siasp 2015, Insee ; Recensement de la population 2013, exploitation complémentaire, Insee ; traitements Observatoire Économique de la Défense ; SGA/DAF, 2015, traitements Observatoire économique de la Défense.

	2015
Masse salariale brute « Défense » (Mos €)	455,3
Effectifs de la Défense dans la population active occupée (‰)	17,7
Paiements directs aux PME (M€)	55,8
Nombre de PME	936

# L'ACCOMPAGNEMENT RÉGIONAL DES ARMÉES



Sous l'autorité du Secrétaire général pour l'administration (SGA), le ministère des armées s'est doté depuis janvier 2017 d'un réseau de délégués régionaux expérimentés dans l'ingénierie territoriale. Auprès de chaque Préfet de région, ils sont placés au sein des équipes du SGAR, secrétariat général pour les affaires régionales.

## SOUTIEN AUX PME : ACCÈS AU RÉSEAU DES ACHETEURS DU MINISTÈRE

En novembre, la Mission Achats du ministère des armées en lien avec la CCI de Bourges a organisé une série de rencontres au profit des entreprises spécialisées santé et télécommunications. Ces entretiens entre acheteurs et chefs d'entreprises ont permis de mieux comprendre la politique achat du ministère et d'initier des pistes de partenariat.

En décembre, une action analogue ciblée vers les entreprises du bassin d'Orléans susceptibles de concourir aux activités de soutien de la base aérienne d'Orléans a été organisée.

## ACCOMPAGNEMENT DE PROJETS

En relation étroite avec le général Godard, chef du projet «Châteaudun», le délégué régional permet de mobiliser et d'informer les acteurs locaux (élus, services régionaux de l'État, SGAR), de tenir informés les autorités et services du ministère du ressenti local et de faire œuvre de propositions :

- ↳ **le projet de technopole de la mobilité** : ce circuit automobile, destiné entre autres aux tests de nouvelles formes d'énergies et de démonstrateurs, pourrait voir le jour à l'emplacement de l'ancien mess de la base aérienne.
- ↳ **l'installation d'une ferme photovoltaïque** sur l'ex-établissement du matériel de l'armée de terre (ETAMAT) et sur l'EAR 279 : ce projet est soutenu par plusieurs entreprises intéressées.
- ↳ **le projet VARIALIFT**, installé sur le site de l'ex-ETAMAT pourrait permettre, à terme, de développer une filière de construction de ballons dirigeables dédiés au transport du fret lourd et à l'observation à moyenne et haute altitude.

## SOUTIEN DE L'ACTIVITÉ DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

- ↳ **L'entreprise ENERGIESTRO**, identifiée par le délégué régional sur le bassin de Châteaudun développe un dispositif de stockage d'énergie solaire, qui pourrait intéresser les forces françaises projetées en opérations extérieures.
- ↳ **L'entreprise «Composites et Technologies»** à Châteaudun propose une utilisation révolutionnaire du carbone sur des pièces industrielles à haute technicité et dispose de compétences dans la résistance des matériaux. Le délégué l'a mise en relation avec le SSA.
- ↳ **Sur le site de Salbris**, l'activité de stockage de munitions s'arrêtera à l'été 2018, la plupart des agents ayant été reclassés. Le délégué s'efforce de maintenir un niveau d'information optimal entre les différentes parties prenantes intéressées par la reprise du site (autorités et services de l'État, collectivités territoriales et porteurs industriels).
- ↳ **Avenir de la plateforme aéroportuaire de Tours**. La fin de l'exploitation de la plateforme aéronautique de Tours est prévue à l'horizon 2021. Un groupe de travail est mis en place pour préparer la reconversion.
- ↳ **L'établissement central des matériels du service de santé des armées** était représenté à une journée achats organisée à Bourges. Le délégué a sensibilisé les acteurs institutionnels locaux et les entreprises sur les opportunités de coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation : sensibilisation à l'intelligence économique, aide à la protection intellectuelle des innovations via l'INPI, contact avec les porteurs d'initiatives locales et organisation de visites des installations de l'ECMSSA au profit du MEDEF et de la CPME.

DE GAUCHE À DROITE  
Service interarmées  
des munitions Salbris.

© ECPAD

Bâtiment d'ingénierie biologique  
(BIB) de l'Établissement central  
des matériels du Service de santé  
des armées ECMSSA.

© Service Ingénierie Santé  
Référénte innovation



**François PIQUET**  
Délégué régional

Administrateur civil hors classe, François Piquet a rejoint la DAR en 2016 après une carrière d'officier des troupes de marine et des fonctions variées comme celles de sous-préfet en Guyane et Mayenne et de directeur général de SPL dans le cadre du développement des énergies marines renouvelables en Normandie.

# BILAN DES RESTRUCTURATIONS

PHOTOS EN COUVERTURE

La Brenne.

Amboise.

Pont de Langeais.

Orléans.

© AdobeStock

Trois contrats entre l'État et les collectivités locales ont permis ou permettent d'accompagner les restructurations mises en œuvre dans la région. Le CRSD de Châteauroux a été terminé en totalité en 2016, deux contrats ont généré des actions en 2017.

## LE PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION (PLR) DE CHARTRES

La fermeture de l'Établissement de ravitaillement sanitaire des armées (ERSA) de Chartres a conduit à la suppression de 128 postes. Le PLR, signé le 24 janvier 2012, (1 meuros de subvention d'État dont 700 000 euros de FRED) est arrivé à son terme le 24 janvier 2017 et a généré au total la création de 196 emplois directs.

Le soutien de l'activité des entreprises locales a permis la création de 50 emplois. Le soutien à la création d'emplois nouveaux et durables s'est concrétisé par l'accompagnement de 9 entreprises et la création de 120 emplois. Ces résultats ont été obtenus dans un contexte particulier de dispositifs de revitalisation déjà mis en place suite à la fermeture des entreprises ETHICON et PHILIPS (soutien à la création de 655 emplois).

La construction sur l'ancien site du centre mobilisateur d'une cité de l'innovation, inaugurée le 6 février 2017, a permis l'accueil et l'hébergement de 9 entreprises. L'ensemble des actions a permis le renforcement de l'attractivité du territoire et l'accompagnement de 564 projets.

Un bâtiment dédié à l'hébergement d'un pôle d'innovation numérique et d'un data center sera réalisé d'ici septembre 2018.

## LE CONTRAT DE REDYNAMISATION DE SITE DE DEFENSE (CRSD) DE CHATEAUDUN

La transformation, en juillet 2014, de la Base Aérienne (BA) 279 de Châteaudun en élément air rattaché à la BA 123 d'Orléans-Bricy a impacté le site de Châteaudun par la suppression de 108 postes civils et militaires. Suite à cette décision, le CRSD de Châteaudun a été signé le 6 juillet 2015 pour un montant total de 17,3 M€, dont une participation de l'État de 3,5 M€.

### Trois axes stratégiques de redynamisation territoriale structurent ce contrat :

- ↳ l'action en faveur de la formation initiale et continue a permis la relocalisation et le développement de la formation supérieure de l'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) et de l'Institut de formation des aides-soignantes (IFAS) ;
- ↳ le soutien à la création et au développement d'entreprises innovantes s'est traduit par la création du campus «les Champs du Possible», alliance de l'agriculture et du numérique, qui permet de développer la formation supérieure et d'accueillir à ce jour dix «Start-up» dans le domaine du numérique. Cet axe concerne également l'aide directe à la création d'une centaine d'emplois dans les entreprises locales ;
- ↳ la réhabilitation de l'ex-caserne Kellermann prévoit l'installation de services. Les opérations de dépollution pyrotechnique de la caserne achevées en 2017 vont permettre en 2018 la construction de logements étudiants, la création d'un espace de prévention de santé, l'installation de la nouvelle communauté de communes du Grand Châteaudun, la création de locaux pour associations, de salles d'exposition et l'aménagement d'un jardin public

À ce jour, le comité de pilotage restreint du CRSD de Châteaudun a décidé d'accompagner quatre entreprises pour la création de 33 emplois et le maintien de 144 emplois existants. Trois entreprises ont déposé des dossiers pour soutenir la création de 42 emplois début 2018.

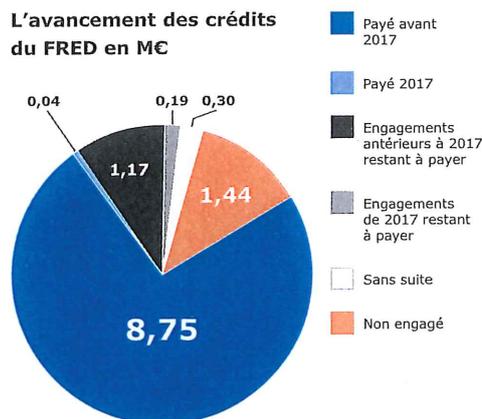
## LES DONNÉES FINANCIÈRES DU FRED

### Montant total du FRED sur la région depuis 2007

**11,90 M€** dont part contrats locaux : **9,26 M€**  
Part commission nationale : **2,64 M€**

Les engagements restant à payer comportent principalement de l'aide aux entreprises (1,02 M€). Le reste à engager, sur le contrat de Châteaudun, comprend 1,25 M€ de projets d'infrastructure.

### L'avancement des crédits du FRED en M€



### L'affectation de ces crédits en M€

